



Conseil Municipal

Séance du 13 septembre 2019

L'an deux mille dix-neuf, le treize septembre, à 19 h 00, les membres du Conseil Municipal, légalement convoqués se sont réunis en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Michel FRANÇOIS, Maire.

PRESENTS : Monsieur Michel FRANÇOIS, Monsieur Pierre BREMOND, Madame Françoise DEBIN, Madame Sophie SEGUIN, Monsieur Alain GALLOU-REMAUDIERE, Madame Laetitia BOURSIER, Madame Marie-Jo DELECROIX, Monsieur Jean-François GERMON, Monsieur Dominique LUSSEAU, Monsieur Laurent POUPIN, Monsieur Jean-Claude RICHARD, Madame Maryline SOLEILHAC, Madame Anne VERMOTE,

POUVOIRS : Monsieur Damien AUBRION donne pouvoir à Monsieur Laurent POUPIN, Madame Valérie BRARD-TRIGO donne pouvoir à Monsieur Alain GALLOU-REMAUDIERE, Madame Virginie DOMINOT donne pouvoir à Madame Françoise DEBIN, Monsieur Sébastien PERE donne pouvoir à Monsieur Jean-Claude RICHARD, Madame Christine ROYER donne pouvoir à Madame Sophie SEGUIN, Monsieur Patrick SITAUD donne pouvoir à Madame Anne VERMOTE,

Absents : Monsieur Aymeric DUVAL,

Excusé : Monsieur Didier FERJOUX,

Secrétaire de séance : Madame Laetitia BOURSIER

Hommage à Monsieur Gérard ANDRÉ, ancien élu municipal et ancien premier adjoint, disparu le 7 septembre 2019.

§1- Approbation du procès-verbal de la dernière séance

Le procès-verbal de la séance du 29 juin 2019 est adopté par les membres du conseil à l'unanimité.

§2- Délibérations

Délibération n° 1- AVIS SUR LE PROJET DEPARTEMENTAL D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE 2019-2025

Monsieur le Maire présente aux membres du conseil le nouveau schéma départemental d'accueil des gens du voyage qui s'articule autour de trois axes stratégiques, déclinés en objectifs prioritaires.

Pour répondre à ces objectifs, un plan de 24 actions est proposé pour toute la durée du schéma.

Après délibération le conseil donne un avis sur ce projet de schéma.

Adopté à l'unanimité

Délibération n° 2- SUBVENTION ECOLE DE MUSIQUE

Monsieur le Maire présente aux membres du conseil la demande de subvention de l'école de musique Val Vert du Clain.

31 élèves domiciliés sur Dissay la fréquentent.

Après délibération, le conseil décide d'octroyer la somme de 50€ par élève domicilié sur Dissay. La somme sera inscrite au budget primitif 2020 sur présentation de la liste des élèves.

Adopté à l'unanimité

Délibération n° 3- AVIS SUR LE PROJET TERRITOIRE A RISQUES IMPORTANTS D'INONDATION (TRI)

Monsieur le Maire présente aux membres du conseil le dossier de consultation et validation du territoire à Risques important d'Inondation (TRI) et de la Stratégie Locale de Gestion du Risque d'Inondation (SLGRI) sur l'axe Châtelleraut-Poitiers.

Par l'arrêté du 18 octobre 2018, la Directive Inondation élargie la zone du Plan de Gestion des Risques d'inondation (PGRI) ; au TRI de Châtelleraut (6 communes), 11 communes du bassin versant du Clain s'ajoutent au périmètre précédent, dont la commune de Dissay.

L'Etablissement Public Territorial du Bassin de la Vienne (EPTB Vienne) se positionne pour le portage de la nouvelle SLGRI sur le Bassin de la Vienne et du Clain.

Après délibération, le conseil municipal donne un avis favorable sur la définition du périmètre du TRI, ainsi accepte que la structure porteuse soit l'EPTB de la Vienne.

Adopté à l'unanimité

Délibération n°4- PARTICIPATION AU MONTAGE FINANCIER DU PROGRAMME « LES BOULEAUX » CONSTRUCTION DE 10 PAVILLONS HSS

Il est rappelé à l'Assemblée que lors de précédentes séances, elle avait autorisé la société Habitat de la Vienne à s'engager, sur l'exercice 2019, à construire 10 pavillons Habitat Senior Services (HSS) sur le territoire de la commune de DISSAY (86130) – Lotissement « Les Bouleaux », dont :

- 2 logements seraient financés en PLA Intégration (PLAI),
- 8 logements seraient financés en PLUS.

La typologie retenue est la suivante : 3 type II : 2 PLUS - 1 PLAI
7 type III : 6 PLUS – 1 PLAI

La conception de ce projet (travaux de construction et VRD) est confiée à un Groupement d'Ingénierie dont le mandataire l'Atelier Dune – 5 Bis Boulevard Coligny – 86000 POITIERS devra proposer des pavillons de plain-pied certifiés RT 2012.

De plus, il est rappelé que ces pavillons seront implantés dans un lotissement réalisé par Habitat de la Vienne. Le terrain sera cédé à cet organisme pour un montant de 155 309,00 € (TVA sur marge comprise éventuelle).

Ce projet d'aménagement consiste en :

- la construction de 10 pavillons à vocation sociale pour seniors ;
- la commercialisation de 36 lots viabilisés par Habitat de la Vienne ;
- la viabilisation d'une parcelle d'environ 1 060 m² qui sera conservée par la commune dans le cadre d'une réserve foncière pour la future construction d'une Maison des Services et de l'aire de jeux existant.

A ce jour, la connaissance des règles de financement étant acquise, il a été procédé au dépôt du dossier financier en vue d'agrément, auprès des services de Grand Poitiers, délégataires des aides de l'Etat, afin de ne pas perdre le bénéfice des crédits accordés au titre de l'exercice 2019, étant ajouté que la Commission d'Appel d'Offres retiendra ultérieurement les entreprises choisies au terme des négociations.

Considérant ces éléments, le bilan prévisionnel issu du projet sur esquisse pourrait s'établir de la façon suivante :

PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL

BATIMENT	885 000,00 €
HONORAIRES	107 672,00 €
CHARGE FONCIERE.....	183 950,00 €

Total HT	1 176 622,00 €
Ramené à	1 290 226,00 €

PLAN DE FINANCEMENT

Subvention d'Etat (<i>Droit commun</i>)	11 800,00 €
PLUS « Bâtiment » (40 ans)	677 130,00 €
PLUS « Charge foncière » (50 ans)	153 388,00 €
PLAI « Bâtiment » (40 ans).....	136 388,00 €
PLAI « Charge foncière » (50 ans)	32 320,00 €
Subvention du Grand Poitiers	66 000,00 €
Subvention de la Commune	13 200,00 €
Fonds Propres	200 000,00 €

	1 290 226,00 €

Après délibération, le conseil municipal décide de participer au montage financier de l'opération et d'accorder une subvention d'un montant de 13 200€ à Habitat de la Vienne pour la construction de 10 pavillons Habitat Sénior Services (HSS) sur le territoire de la commune de Dissay.

Adopté à l'unanimité

Délibération n° 5- ADHESION AU SERVICE SANTE DU CENTRE DE GESTION 86 POUR LE PERSONNEL

Monsieur le Maire présente le courrier de Monsieur le Président du CDG 86 qui propose la création d'un service de médecine préventive destiné à assurer la surveillance médicale du personnel de la collectivité.

Le tarif de ce nouveau service est de :

- 85 € par visite
- Majoration du taux de cotisation additionnelle de 0.1% pour les visites dédiées au 1/3 temps.

Après délibération, le conseil décide d'adhérer à ce nouveau service et autorise Monsieur le maire à signer la convention.

Adopté à l'unanimité

Délibération n° 6- LETTRE D'ENGAGEMENT AVEC L'AGENCE DES TERRITOIRES POUR UNE ETUDE SUR LES VESTIAIRES DU COMPLEXE SPORTIF

Monsieur le Maire présente aux membres du conseil la lettre d'engagement entre la commune et l'Agence des territoires pour la rénovation et l'extension des vestiaires du complexe sportif Jacques KARAGUITCHEFF.

Les missions confiées sont :

- Concertation et analyse des besoins
- Rédaction du préprogramme de l'opération
- Préparation du plan de financement
- Préparation de la procédure
- Consultation et attribution de l'accord cadre et du 1^{er} marché subséquent
- Attribution du second marché subséquent (marché de base de maîtrise d'œuvre)

Coût global de l'engagement 5 580 €

Après délibération, le conseil valide la mission telle que décrite ci-dessus et autorise Monsieur le Maire à signer la lettre d'engagement.

Adopté à l'unanimité

Délibération n° 7- CONVENTION PEDT

Monsieur le Maire donne lecture aux membres du conseil de la convention de partenariat entre la commune de Dissay, l'Etat, la CAF et l'Education nationale pour le Projet Educatif de Territoire pour la période 2019/2022

Après délibération, le conseil autorise Monsieur le Maire à signer cette convention.

Adopté à l'unanimité

Délibération n° 8- ADHESION AU GROUPEMENT DE COMMANDES « AUDIT ENERGETIQUE »

La montée en puissance de l'enjeu climatique, l'implication des collectivités dans la baisse des émissions de gaz à effet de serre et dans la réduction des consommations d'énergie, ainsi que la nécessaire maîtrise des budgets de fonctionnement, donne tout son sens à la politique publique « Maîtrise de la demande en énergie (MDE) ».

Le Syndicat ENERGIES VIENNE a mis en place une commission d'excellence environnementale aux services de ses communes membres et la Communauté Urbaine de Grand Poitiers a créé, depuis plusieurs années, un accompagnement de ses communes membres à travers des conseillers en énergie partagée.

Fort d'un partenariat territorial, le syndicat Énergies Vienne et la Communauté urbaine de Grand Poitiers ont souhaité proposer à leurs communes membres la création d'un groupement de commandes en vue de réalisation d'audits énergétiques sur leurs bâtiments communaux.

Le code de la commande publique offre la possibilité aux acheteurs publics d'avoir recours à des groupements de commandes. Ces groupements ont vocation à rationaliser les achats en permettant des économies d'échelle et à gagner en efficacité en mutualisant les procédures de passation des contrats.

A ce titre, le Syndicat Energies Vienne assurera les fonctions de coordonnateur du groupement. Les modalités d'organisation et de fonctionnement du groupement sont formalisées dans la convention constitutive jointe à la présente délibération.

En sus de son rôle de coordinateur, le Syndicat Énergies Vienne se propose d'aller chercher des fonds FEDER pour tous les membres du groupement.

Après délibération, le conseil municipal décide :

- d'adhérer au groupement de commandes,
- d'accepter les termes de la convention constitutive de groupement, annexée à la présente délibération,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention constitutive du groupement et tous documents y afférent.
- d'autoriser le coordonnateur à solliciter des fonds FEDER pour le compte de la commune.

Adopté à l'unanimité

Délibération n° 9 – IMPUTATION FACTURE

Monsieur le Maire informe les membres du conseil que la trésorerie municipale une délibération de l'assemblée délibérante pour la prise en charge la facture de la Nouvelle République correspondant à l'opération dite « coup géographique ».

Après délibération, le conseil autorise Monsieur le Maire à engager cette dépense destinée à la promotion de la commune et décide de son imputation à l'article 6237 du budget communal.

Adopté à l'unanimité

Délibération n° 10 – MARCHE DE PRESTATIONS DE SERVICE CAPTURE ET PRISE EN CHARGE DES CARNIVORES DOMESTIQUES SUR VOIE PUBLIQUE

Monsieur le Maire présente aux membres du conseil municipal, la proposition de marché de prestations de services pour la capture des animaux sur la voie publique.

La proposition émane de la SACPA, prestataire actuel de la collectivité.

Forfait annuel par habitant : 0.787 € ht

Après délibération, le conseil devra accepte cette proposition et autorise Monsieur le Maire à signer le marché.

Adopté à l'unanimité

Délibération n° 11 –Logements vacants depuis plus de 2 ans : assujettissement à la taxe d'habitation

Au vu des conditions prévues à l'article 1639 A bis du CGI, la commune de Dissay a décidé, par délibération en date du 25 septembre 2009, d'assujettir à la taxe d'habitation, pour la part communale les logements vacants depuis plus de 5 ans.

L'article 106 de la loi de finances pour 2013 a modifié la durée de vacance nécessaire pour assujettir les logements vacants à la taxe d'habitation. Ainsi, ces logements peuvent être assujettis à la taxe d'habitation lorsqu'ils sont vacants depuis plus de deux ans (au lieu de cinq ans précédemment).

Bien que cette délibération continue à produire ses effets, dans le cadre de l'harmonisation avec le champ d'application, il est préconisé de prendre une nouvelle délibération.

Après délibération, le conseil se prononce sur :

- L'assujettissement des logements vacants depuis plus de 2 ans à la taxe d'habitation.
- Charge Monsieur le Maire de notifier cette décision aux services préfectoraux.

Adopté à l'unanimité

Délibération n° 12 Rapport d'activité et compte administratif de la Communauté urbaine Grand Poitiers

Monsieur le Maire a adressé sous format numérique à l'ensemble des membres du conseil le rapport d'activité et le compte administratif de la communauté urbaine.

Après délibération, le conseil émet un avis favorable.

Adopté à l'unanimité

Délibération n° 13 : Subvention sollicitée auprès de l'Etat pour le nettoyage du clocher tranche 1/1

Monsieur le Maire de Dissay, Vienne donne lecture au conseil municipal de la lettre du 9 septembre 2019 de la Direction Régionale des Affaires Culturelles, conservation des monuments historiques.

Ce courrier propose une opération concernant le nettoyage du clocher, tranche 1/1 de l'Eglise ST Pierre – St Paul sur le budget 2019 du ministère de la culture et de la communication.

Cette opération est évaluée à 5 881.00 euros HT pour laquelle l'État apporterait une subvention de 30% soit 1 764.30 € HT.

Après délibération, le conseil municipal :

- Approuve le programme de travaux et confirme sa volonté de les effectuer pour un montant de 5 881 € HT soit 7 057.20 € TTC
- Sollicite l'aide financière de l'État (Ministère de la culture et de la communication) soit 1 764.30€

- Approuve budget prévisionnel de l'opération

Subvention Etat : 1 764.30

Autofinancement : 4 116.70

Montant de travaux subventionnables : 5 881.00

- S'engage à réunir les financements nécessaires à l'exécution de l'opération soit 7 057.20 € TTC sur le budget 2019 de la commune et à assurer la maîtrise d'ouvrage de l'opération,
- Précise que la commune a la libre disposition de l'immeuble concerné
- Indique que la commune récupère la TVA
- Indique son numéro de SIRET : 21860095500015
- Indique que le projet n'a reçu aucun commencement d'exécution
- Autorise Monsieur le Maire à signer toute les pièces relatives à ce dossier
- Adresse un RIB de la Trésorerie

Adopté à l'unanimité

Délibération n° 14 : Participation de la commune pour l'augmentation de la puissance électrique pour le lotissement des Bouleaux

Monsieur le Maire présente aux membres du conseil le courrier émanant d'ENEDIS pour une participation financière de la commune, afin de réaliser une extension de 90 mètres en dehors du terrain d'assiette de l'opération pour l'alimentation électrique du lotissement « Les Bouleaux »

Le coût de la participation communale est de 6 022.39 € HT soit 7 226.87 € TTC. Cette somme représente 60% du coût total, ENEDIS prenant à sa charge les 40 % restants.

Après délibération, le conseil accepte de prendre en charge la somme de 7 226.87 € TTC et autorise Monsieur le Maire à signer les documents afférents à cette affaire.

Adopté à l'unanimité

§ 2- QUESTIONS DIVERSES

Monsieur Dominique LUSSEAU informe le conseil de plusieurs appels téléphoniques émanant d'une personne domiciliée rue de la Fontaine d'Aillé qui se plaint des odeurs nauséabondes provenant de la plateforme de compostage située au sein de la déchetterie les Millas.

Monsieur le Maire répond que deux mails ont été adressés au service « gestion des déchets » de Grand Poitiers, un le 29 août et un le 5 septembre.

Un mail de réponse a été adressé par la mairie à la riveraine en ces termes :

« Nous revenons vers vous concernant votre réclamation, nous avons pris contact avec la direction des déchets de Grand Poitiers qui nous apporte les éléments suivants ;

« Les nuisances olfactives émanant de la déchetterie sont dues aux conditions climatiques du moment et aux fortes chaleurs qui touchent l'ensemble des plateformes de Grand Poitiers.

La solution la plus efficace consisterait à arroser les espaces, ce qui à ce jour est impossible suite à l'arrêté d'interdiction d'arrosage mentionnant des restrictions d'eau dans le département.

Toutefois, dès septembre, des manipulations techniques spécifiques vont être réalisées afin d'atténuer ces fortes odeurs.

A moins que les conditions météorologiques soient en notre faveur et amènent une forte pluie. »

A ce jour, l'interdiction d'arrosage est toujours en vigueur et aucune pluie n'est tombée. Face aux conditions climatiques, Monsieur le Maire ne voit pas de solution alternative à ce sujet qui, malheureusement, n'est pas récent...

Monsieur Jean-Claude RICHARD fait part aux membres du conseil de plusieurs réclamations qui, malgré l'envoi d'un mail de sa part, n'ont pas été solutionnées selon lui :

- le miroir de voirie implanté à l'angle de la rue du froment et du chemin des Meuniers est cassé, il conviendrait de le remplacer ou de l'enlever ;
- les écluses implantées Chemin des meuniers ont été enlevées et pas remises alors que les panneaux les indiquant sont toujours en place ;
- route de Nouzière, du PATA (Point à Temps Automatique) était prévu mais pas encore réalisé ;
- route de Longève, des branches ont été élaguées mais non ramassées ;
- suite au marché de producteurs et au concert Itinérance, les poubelles de la plage qui débordaient n'ont été vidées que le vendredi suivant...

Monsieur le Maire lui répond qu'en ce qui concerne les poubelles, il s'agissait de deux grosses manifestations exceptionnelles qui ont engendré un travail important du service technique au cours d'une période où le nombre d'agents était réduit du fait des vacances. Le reste de l'année, le site est entretenu régulièrement, propre et très apprécié d'un public nombreux.

S'agissant des écluses du Chemin des meuniers elles ont été enlevées pour la course cycliste et, compte tenu de leur vétusté, elles ne pouvaient pas être reposées en l'état. Une commande est en cours auprès du centre de ressources de Grand Poitiers et dès réception, les bornes seront reposées à un autre endroit afin de mieux sécuriser les cheminements des piétons.

Enfin, route de Nouzières, le PATA doit être réalisé prochainement mais, compte tenu de l'état de la route et du type de véhicules qui l'emprunte la résolution du dysfonctionnement sera très faible.

Madame SEGUIN et Monsieur GERMON informent les membres du conseil municipal que le conseil communal des enfants (CCE) va redémarrer et qu'une réunion aura lieu le 9 novembre pour présenter la commune aux jeunes élus.

- **Courrier de remerciements**

Monsieur le Maire présente le courrier de remerciements de l'association Eclat suite à l'octroi de la subvention communale.

- **Instances communales**

Chaque maire-adjoint présente au conseil une synthèse des travaux de sa commission.

La séance est levée à 00 h 15

Prochains conseils: **8 novembre à 19 h 00 et le 13 décembre à 19 h 00.**